

*Question de l'admission de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la Société des Nations.*

Lorsque la sixième Commission a été saisie de la question de l'admission de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans la Société des Nations, on s'est vite rendu compte qu'une opposition considérable se développerait.

Le délégué du Portugal, parlant le premier contre l'admission, signala le danger de la propagande soviétique et souligna l'incompatibilité qui existe entre les principes économiques, politiques et moraux préconisés par l'Union, d'une part, et la culture et l'éthique de la civilisation portugaise, d'autre part. M. Motta (Suisse) opina que l'Union soviétique était fondée sur des principes anti-démocratiques et anti-religieux et ne possédait pas le minimum nécessaire de moral et de conformité politique avec les autres membres de la Société pour lui donner droit à l'admission. Le délégué des Pays-Bas a tout simplement déclaré que son pays se voyait contraint de voter contre l'entrée de l'Union soviétique.

M. Jaspas, ministre des Affaires étrangères de la Belgique, se rallia aux vues exprimées par le représentant de la Suisse, mais ajouta que la Belgique s'abstiendrait de voter sur cette question. Six autres pays: la République Argentine, Cuba, le Luxembourg, le Nicaragua, le Pérou et le Venezuela suivirent cet exemple.

Les représentants de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Turquie donnèrent les raisons qui les poussaient à favoriser l'entrée de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, apportant à l'appui de leurs raisonnements la représentation aussi universelle que possible de la Société des Nations.

Au cours de la discussion, le Dr Skelton a déclaré que l'attitude du Canada différerait, à certains égards, de celle de tous les autres pays qui avaient pris part au débat. Il exposa l'attitude de la délégation canadienne dans les termes suivants:

"Le Canada est un des pays qui constatent l'existence d'obstacles importants à l'entrée de la Russie soviétique dans la Société; mais il croit qu'étant donné la situation mondiale actuelle, son entrée dans la Société des Nations est souhaitable. Ce qui nous apparaît comme une difficulté fondamentale, c'est la différence considérable qui existe entre les principes sociaux et politiques de la Russie soviétique et ceux qui gouvernent notre pays. Nous sommes fermement attachés et nous ne le regrettons aucunement, à la liberté d'opinion, à la liberté de la presse, à la liberté des croyances et des cultes religieux, et à l'organisation de la vie industrielle sur une base d'initiative individuelle contrôlée de façon à s'harmoniser avec le bien public. Ces principes de liberté et de tolérance, et les institutions de la démocratie parlementaire qui constituent leur complément politique, ne sont pas ceux sur lesquels a été fondée l'Union Soviétique. Nous reconnaissons cependant qu'à des degrés divers, ce ne sont pas là des principes qui aient été acceptés sans réserve par d'autres Etats, actuellement membres de la Société, pour lesquels nous éprouvons le plus profond respect. Tout en croyant fermement qu'en fin de compte, la Société des Nations ne saurait réussir que par l'application dans le domaine international, de ces idées de liberté ou de démocratie, nous reconnaissons que, dans la période actuelle, il est indispensable d'accepter ces divergences et que nous ne saurions exiger d'autres Etats qu'ils se conforment à ces principes ou qu'ils refusent leur collaboration à la Société, tant qu'ils sont d'accord, comme unique et indispensable condition pour travailler ensemble à la paix du monde.

"Il est cependant deux autres considérations qu'on peut exposer brièvement. L'une concerne la possibilité de la propagande, qui a fait l'objet de plusieurs remarques cette après-midi même. Nous n'avons pas été sans connaître, au Canada, des interventions graves dans nos affaires intérieures de la part des représentants de la IIIème Internationale, qu'il a souvent été